

Critères d'admission en tant que CONSEIL NATIONAL DE LA MUSIQUE

Afin d'être admise comme Conseil national de la musique, une organisation doit être **largement représentative** de la vie musicale dans le pays.

Cela signifie qu'elle doit représenter au moins deux genres musicaux parmi les plus importants présents dans le pays (par ex. musique traditionnelle/autochtone, musique savante, musique populaire).

En outre, l'organisation doit avoir des membres dans au moins 3 des 5 secteurs de la vie musicale suivants :

1. Education musicale

Par exemple, pour l'éducation musicale formelle : préscolaire, école primaire et secondaire, écoles de musique (en sus des écoles normales); formation de musiciens et de professionnels de la musique

Par exemple, pour le secteur non-formel : toute activité d'éducation musicale (telle qu'ateliers, classes d'été, séminaires de formation, master class) organisée en dehors du cercle des institutions susmentionnées.

2. Spectacle vivant

Par ex. Artistes-interprètes, producteurs, organisateurs de spectacles, managers et agents artistiques

3. Musique sur médias

par ex. Enregistrements, radiodiffusion, télévision, diffusion sur Internet

4. Création musicale

Par ex. Compositeurs, auteurs-compositeurs

5. Infrastructure du secteur musical / autres

Par ex. développement des activités musicales dans les collectivités, thérapie musicale, musique et santé, experts en droits d'auteurs, sociétés de perception de droits, recherche, élaboration de programmes politiques, instruments de musique, équipements, technologies, édition musicale (partitions, magazines etc.), avocats dans le domaine du divertissement, organisateurs de congrès ou de présentations, fondations, autorités gouvernementales responsables de l'octroi de subventions ou en charge des programmes politiques, syndicats

Un Conseil national de la musique doit **souscrire aux 5 droits musicaux proclamés par le CIM**.

Il doit mener des **actions d'advocacy** (visant à défendre un intérêt spécifique ou à soutenir une cause particulière) et/ou des actions visant à **influencer les choix politiques** du pays. Il est attendu que le Conseil national de la musique développe des positions en matière de politique musicale en vue de faire avancer la vie musicale du pays et qu'il défende ses positions auprès des décideurs, y compris le gouvernement.

Un Conseil national de la musique doit être **gouverné par des principes démocratiques**.

(Adopté par le Bureau exécutif du CIM, avril 2009)